



TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE PCT

BREVETS	
REC'D 11 NOV 2005	
WIPO	PCT

RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA BREVETABILITÉ

(chapitre II du Traité de coopération en matière de brevets)

(article 36 et règle 70 du PCT)

Référence du dossier du déposant ou du mandataire	POUR SUITE À DONNER voir formulaire PCT/PEA/416	
Demande internationale No. PCT/FR2004/003057	Date du dépôt international (jour/mois/année) 29.11.2004	Date de priorité (jour/mois/année) 01.12.2003
Classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois classification nationale et CIB G07F17/10, G07F7/02		
Déposant JCDECAUX SA		
<p>1. Le présent rapport est le rapport d'examen préliminaire international, établi par l'administration chargée de l'examen préliminaire international en vertu de l'article 35 et transmis au déposant conformément à l'article 36.</p> <p>2. Ce RAPPORT comprend 7 feuilles, y compris la présente feuille de couverture.</p> <p>3. Ce rapport est accompagné d'ANNEXES, qui comprennent :</p> <p>a. <input checked="" type="checkbox"/> un total de (envoyées au déposant et au Bureau international) 6 feuilles, définies comme suit :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> les feuilles de la description, des revendications ou des dessins qui ont été modifiées et qui servent de base au présent rapport ou des feuilles contenant des rectifications autorisées par la présente administration (voir la règle 70.16 et l'instruction administrative 607).</p> <p><input type="checkbox"/> des feuilles qui remplacent des feuilles précédentes, mais dont la présente administration considère qu'elles contiennent une modification qui va au-delà de l'exposé de l'invention qui figure dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée, comme il est indiqué au point 4 du cadre n° I et dans le cadre supplémentaire.</p> <p>b. <input type="checkbox"/> (envoyées au Bureau international seulement) un total de (préciser le type et le nombre de support(s) électronique(s)) , qui contiennent un listage de la ou des séquences ou un ou des tableaux y relatifs, déposés sous forme déchiffrable par ordinateur seulement, comme il est indiqué dans le cadre supplémentaire relatif au listage de la ou des séquences (voir l'instruction administrative 802).</p>		
<p>4. Le présent rapport contient des indications et les pages correspondantes relatives aux points suivants :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Cadre n° I Base de l'opinion</p> <p><input type="checkbox"/> Cadre n° II Priorité</p> <p><input type="checkbox"/> Cadre n° III Absence de formulation d'opinion quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle</p> <p><input type="checkbox"/> Cadre n° IV Absence d'unité de l'invention</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Cadre n° V Déclaration motivée selon l'article 35(2) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration</p> <p><input type="checkbox"/> Cadre n° VI Certains documents cités</p> <p><input type="checkbox"/> Cadre n° VII Irrégularités dans la demande internationale</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Cadre n° VIII Observations relatives à la demande internationale</p>		
Date de présentation de la demande d'examen préliminaire internationale 22.06.2005	Date d'achèvement du présent rapport 14.11.2005	
Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire international  Office européen des brevets - P.B. 5818 Patentlaan 2 NL-2280 HV Rijswijk - Pays Bas Tél. +31 70 340 - 2040 Tx: 31 651 epo nl Fax: +31 70 340 - 3016	Fonctionnaire autorisé Rachkov, V N° de téléphone +31 70 340-4953 	

RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA BREVETABILITÉ

**Demande internationale n°
PCT/FR2004/003057**

Case No. 1 Base du rapport

1. En ce qui concerne la **langue**, le présent rapport est établi sur la base de la demande internationale dans la langue dans laquelle elle a été déposée, sauf indication contraire donnée sous ce point.
- ☐ Le présent rapport est établi sur la base de traductions réalisées à partir de la langue d'origine dans la langue suivante, qui est la langue d'une traduction remise aux fins de :
- ☐ la recherche internationale (selon les règles 12.3 et 23.1.b))
- ☐ la publication de la demande internationale (selon la règle 12.4)
- ☐ l'examen préliminaire international (selon la règle 55.2 ou 55.3)
2. En ce qui concerne les **éléments*** de la demande internationale, le présent rapport est établi sur la base des éléments suivants (*les feuilles de remplacement qui ont été remises à l'office récepteur en réponse à une invitation faite conformément à l'article 14 sont considérées dans le présent rapport comme "initialement déposées" et ne sont pas jointes en annexe au rapport.*) :

Description, Pages

1-12 telles qu'initialement déposées

Revendications, No.

1-22 reçue(s) le 02.07.2005 avec lettre du 27.06.2005

Dessins, Feuilles

1/2, 2/2 telles qu'initialement déposées

- ☐ En ce qui concerne un listage de la ou des séquences ou un ou des tableaux y relatifs, voir le cadre supplémentaire relatif au listage de la ou des séquences.
3. ☐ Les modifications ont entraîné l'annulation :
- ☐ de la description, pages
 - ☐ des revendications, nos
 - ☐ des dessins, feuilles/fig.
 - ☐ du listage de la ou des séquences (*préciser*) :
 - ☐ d'un ou de tous les tableaux relatifs au listage de la ou des séquences (*préciser*) :
4. ☐ Le présent rapport a été établi abstraction faite (de certaines) des modifications, qui ont été considérées comme allant au-delà de l'exposé de l'invention tel qu'il a été déposé, comme il est indiqué dans le cadre supplémentaire (règle 70.2.c)).
- ☐ de la description, pages
 - ☐ des revendications, nos
 - ☐ des dessins, feuilles/fig.
 - ☐ du listage de la ou des séquences (*préciser*) :
 - ☐ d'un ou de tous les tableaux relatifs au listage de la ou des séquences (*préciser*) :
- * Si le cas visé au point 4 s'applique, certaines ou toutes ces feuilles peuvent être revêtues de la mention "remplacé".

RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA BREVETABILITÉ

Demande internationale n°
PCT/FR2004/003057

Cadre n° V Déclaration motivée selon l'article 35.2) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

- | | | | |
|--|------|----------------|------|
| 1. Déclaration | | | |
| Nouveauté | Oui: | Revendications | 1-22 |
| | Non: | Revendications | |
| Activité inventive | Oui: | Revendications | |
| | Non: | Revendications | 1-22 |
| Possibilité d'application industrielle | Oui: | Revendications | 1-22 |
| | Non: | Revendications | |

2. Citations et explications (règle 70.7) :

voir feuille séparée

Cadre n° VIII Observations relatives à la demande internationale

Les observations suivantes sont faites au sujet de la clarté des revendications, de la description et des dessins et de la question de savoir si les revendications se fondent entièrement sur la description :

voir feuille séparée

Concernant le point V

**Déclaration motivée quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité
d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration**

- 1 Il est fait référence aux documents suivants dans la présente notification:
D1 : US 5 917 407 A (J.H.M. SQUIRE ET AL.) 29 juin 1999 (1999-06-29)
D2 : US 4 884 212 A (R. STUTSMAN) 28 novembre 1989 (1989-11-28)
- 2 La présente demande ne remplit pas les conditions énoncées dans l'article 33(1) PCT, l'objet des revendications 1-22 n'impliquant pas une activité inventive telle que définie par l'article 33(3) PCT.
 - 2.1 Le document D1, qui est considéré comme étant l'état de la technique le plus proche de l'objet de la revendication 1, décrit un procédé de location automatique de bicyclettes au moyen de bornes interactives qui communiquent à distance avec un serveur de gestion de location et qui commandent chacune plusieurs postes de verrouillage sur lesquels sont verrouillées des bicyclettes (abstrait, col. 4, lignes 21-27, fig. 1 et fig. 16), ce procédé comprenant les étapes suivantes:
 - lire et vérifier, en communiquant avec un serveur monétique, une carte de paiement (col. 10, lignes 56-65);
 - attribuer un identifiant lié à l'utilisateur (le numéro de la carte de crédit dans D1) et mémoriser cet identifiant dans le serveur de gestion de location (col. 10, lignes 61-66 et col. 9, lignes 21-32);
 - autoriser la location de la bicyclette en fonction de la vérification de la carte de paiement (col. 11, lignes 5-24); et
 - une étape de débit, au cours de laquelle on communique avec le serveur monétique pour débiter un montant fonction des locations effectuées (col. 11, ligne 50 - col. 12, ligne 28, col. 9, ligne 55 - col. 10, ligne 13 et fig. 18).

Note: Il est implicite dans le document D1 que l'identifiant lié à l'utilisateur, c. à d. le numéro de la carte de crédit est mémorisé dans le serveur de gestion, après avoir été transmis (col. 9, lignes 21-32).

En outre le procédé de location automatique du document D1 permet la location de bicyclettes à partir d'un réseau de bornes, connectées à un serveur de gestion. Les

bicyclettes louées peuvent être retournées à n'importe quelle borne faisant partie de ce réseau (col. 12, lignes 30-37 et lignes 56-63).

Par conséquent, l'objet de la revendication 1 diffère des enseignements du document D1 en ce que:

- on génère une autorisation d'une valeur maximale et valable pendant une période limitée;
- l'identifiant attribué et mémorisé est spécifique à cette autorisation;
- on autorise la location de bicyclettes si un code d'identification fourni par l'utilisateur correspond à l'identifiant d'autorisation;
- on incrémente un compte de location correspondant à l'identifiant d'autorisation et
- l'identifiant d'autorisation est communiqué au serveur monétique par le serveur de gestion.

Le problème que se propose de résoudre la présente invention peut donc être considéré comme étant de fournir une méthode de paiement électronique améliorée qui ne présente pas de risques pour l'entreprise de location et qui permet à l'utilisateur d'effectuer plusieurs locations pendant une période déterminée, l'ensemble de ces locations étant réglé par un seul paiement final.

Confrontée à ce problème, la personne du métier serait incitée à chercher une solution dans l'état de la technique et trouverait ainsi le document D2 qui décrit une méthode de paiement dans le contexte d'un procédé de location automatique, d'après laquelle:

(a) dans une étape initiale (col. 11, ligne 46 - col. 12, ligne 19, col. 13, lignes 12-45 et col. 14, lignes 43-60):

- on communique avec un serveur monétique pour générer une autorisation de débit d'une certaine valeur maximale et valable pendant une période limitée;
- on attribue un identifiant à cette autorisation;
- on mémorise cet identifiant; et

(b) dans une étape ultérieure de location (col. 12, ligne 33 - col 13, ligne 45 et col 15, lignes 10-15):

- l'utilisateur fournit un code d'identification lié à l'identifiant d'autorisation;
- on vérifie que ce code correspond à l'identifiant d'autorisation mémorisé;
- on autorise ou non la location en fonction de cette vérification; et

-on incrémente un compte de location correspondant à l'identifiant d'autorisation (col. 13, lignes 34-41).

Par conséquent les caractéristiques décrites dans les documents D1 et D2 seraient combinées par la personne du métier, sans faire preuve d'esprit inventif, pour résoudre le problème posé. Etant donné que le serveur de gestion du document D1 reçoit des bornes interactives des informations sur les comptes liés aux cartes de paiement des utilisateurs (col. 9, lignes 26-32), la gestion du compte de location par le serveur de gestion et l'envoi de l'identifiant d'autorisation au serveur monétique par le serveur de gestion représentent des possibilités évidentes que la personne du métier choisirait pour implémenter la combinaison des caractéristiques décrites dans les documents D1 et D2.

La solution proposée dans la revendication indépendante 1 ne peut donc être considérée comme impliquant une activité inventive (article 33(3) PCT).

2.2 Les revendications dépendantes 2-21 contiennent des caractéristiques qui représentent des détails d'implémentation (dont certains sont connus du document D1) ou des possibilités évidentes que la personne du métier pourrait choisir, selon le cas d'espèce, sans impliquer d'activité inventive. Aucune de ces caractéristiques, combinée avec les caractéristiques d'une quelconque revendication à laquelle les revendications mentionnées ci-dessus se réfèrent, ne satisfait aux exigences du PCT en matière d'activité inventive (article 33(3) PCT).

2.3 L'objet de la revendication 22 n'implique pas une activité inventive telle que définie par l'article 33(3) PCT pour les raisons déjà exposées dans 2.1.

Concernant le point VIII

Certaines observations relatives à la demande internationale

1. Pour certaines des étapes du procédé défini dans la revendication 1 il n'est pas clair quelles sont les entités qui exécutent ces étapes (par exemple, l'étape de lecture de la carte ou l'étape de communication avec le serveur monétique, etc.).

De façon similaire, l'appartenance de certains des moyens définis dans la revendication 22 aux entités du système n'est pas spécifiée. Par exemple, la

**RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL
SUR LA BREVETABILITÉ
(FEUILLE SÉPARÉE)**

Demande internationale n°

PCT/FR2004/003057

revendication 22 ne spécifie pas que les moyens de lecture de la carte de paiement et les moyens de communication avec le serveur monétique font partie des bornes interactives.

Les revendications indépendantes 1 et 22 ne contenant pas ces caractéristiques, elles ne remplissent pas la condition visée à l'article 6 PCT en combinaison avec la règle 6.3 (b) PCT, qui prévoient qu'une revendication indépendante doit contenir toutes les caractéristiques techniques essentielles à la définition de l'invention.

REVENDEICATIONS

1. Procédé de location automatique de bicyclettes
(1) au moyen de bornes interactives (2) qui communiquent à
5 distance avec au moins un serveur de gestion de location
(11) et qui commandent chacune plusieurs postes de
verrouillage (9) sur lesquels sont verrouillées les
bicyclettes (1), ce procédé comprenant les étapes
suivantes :
- 10 (a) une étape initiale au cours de laquelle :
- on lit une carte de paiement (6),
 - on communique avec un serveur monétique (10)
- pour générer une autorisation de débit d'une certaine
valeur maximale sur un compte lié à la carte de paiement,
15 cette autorisation étant valable pendant une période
limitée,
- on attribue un identifiant d'autorisation à
cette autorisation,
 - on mémorise cet identifiant d'autorisation
- 20 dans le serveur de gestion de location (11),
- (b) au moins une étape ultérieure de location,
intervenant pendant ladite période limitée, au cours de
laquelle :
- un utilisateur désirant louer une bicyclette
- 25 (1) fournit au moins un code d'identification lié audit
identifiant d'autorisation,
- on vérifie avec le serveur de gestion de
location (11), que le code d'identification fourni par
l'utilisateur correspond audit identifiant d'autorisation
- 30 mémorisé dans ledit serveur de gestion de location,
- on autorise ou non la location de la
bicyclette en fonction de cette vérification,
 - et on incrémente un compte de location dans le
serveur de gestion de location (11), ce compte de location
- 35 correspondant audit identifiant d'autorisation,

(c) et une étape de débit, au cours de laquelle le serveur de gestion de location (11) communique au serveur monétique (10) l'identifiant d'autorisation et, un montant à débiter sur ledit compte lié à la carte de paiement, ledit montant étant fonction des locations effectuées, inclusivement depuis ladite étape initiale, ledit montant étant au plus égal à ladite valeur maximale.

2. Procédé selon la revendication 1, dans lequel, au cours de l'étape initiale, on communique le code d'identification à un utilisateur et au cours de chaque étape ultérieure de location, le code d'identification est entré par ledit utilisateur sur une interface d'entrée (3).

3. Procédé selon la revendication 1, dans lequel, au cours de l'étape initiale, on inscrit le code d'identification sur un support d'information (8), et au cours de chaque étape ultérieure de location, le code d'identification est lu automatiquement sur ledit support d'information (8).

4. Procédé selon la revendication 3, dans lequel, au cours de l'étape initiale, on émet un ticket (8) portant ledit code d'identification et constituant ledit support d'information.

5. Procédé selon la revendication 4, selon l'une quelconque dans lequel, des revendications précédentes, au cours de l'étape initiale, le code d'identification est enregistré sur une bande magnétique (8a) portée par ledit ticket.

6. Procédé selon l'une quelconque des revendications 4 et 5, dans lequel le code porté par le ticket (8) est au moins partiellement inscrit lors de l'étape initiale, après l'autorisation de prélèvement.

7. Procédé selon la revendication 6, dans lequel le code inscrit sur le ticket (8) comprend l'identifiant d'autorisation généré au cours de l'étape initiale.

8. Procédé selon la revendication 6, dans lequel le

16

code inscrit sur le ticket (8) est au moins partiellement pré-inscrit avant l'étape initiale, et lors de ladite étape initiale, on mémorise une correspondance entre le code inscrit sur le ticket et l'identifiant déterminé lors de
5 l'autorisation de prélèvement.

9. Procédé selon la revendication 8, dans lequel le code inscrit sur le ticket comprend une partie pré-inscrite avant l'étape initiale et une partie inscrite lors de ladite étape initiale.

10 10. Procédé selon l'une quelconque des revendications 4 à 9, dans lequel selon l'une quelconque des revendications précédentes, au cours de l'étape initiale, on utilise une carte de paiement (6) de format prédéterminé, et le ticket (8) présente ledit format
15 prédéterminé.

11. Procédé selon la revendication 10, dans lequel la carte de paiement (6) présente une bande magnétique (6a) de position prédéterminée, le ticket (8) présente également une bande magnétique (8a) de même position, et le code
20 d'identification est inscrit sur la bande magnétique dudit ticket (8).

12. Procédé selon la revendication 1, selon l'une quelconque des revendications précédentes, au cours de l'étape initiale, on enregistre comme code d'identification
25 un code porté par un téléphone portable, et au cours de chaque étape ultérieure de location, l'utilisateur appelle un numéro prédéterminé, on détermine le numéro de téléphone appelant, et on détermine ainsi l'identifiant d'autorisation correspondant à ce code d'identification.

30 13. Procédé selon l'une quelconque des revendications précédentes, dans lequel, au cours de chaque étape ultérieure de location, lorsque la bicyclette (1) est rapportée à un poste de verrouillage (9), on verrouille à nouveau ladite bicyclette sur ledit poste de verrouillage.

35 14. Procédé selon l'une quelconque des

revendications précédentes, dans lequel l'étape de débit est mise en œuvre à un moment prédéterminé par rapport à l'étape initiale.

5 15. Procédé selon l'une quelconque des revendications précédentes, dans lequel l'étape de débit est mise en œuvre lorsque le coût cumulé des locations intervenues au cours de ladite période limitée atteint un certain montant prédéterminé au plus égal à ladite valeur maximale.

10 16. Procédé selon l'une quelconque des revendications précédentes, dans lequel l'étape initiale comporte une étape de location initiale au cours de laquelle, après l'autorisation de débit, on libère au moins une bicyclette (1) précédemment verrouillée sur un poste de
15 verrouillage (9), puis lorsque la bicyclette rapportée à un poste de verrouillage, on verrouille à nouveau ladite bicyclette sur ledit poste de verrouillage.

20 17. Procédé selon l'une quelconque des revendications précédentes, dans lequel, à chaque location, on incrémente la valeur d'une somme due par l'utilisateur de la carte de paiement.

25 18. Procédé selon l'une quelconque des revendications précédentes, dans lequel on identifie chaque bicyclette au moins lorsqu'elle est empruntée et lorsqu'elle est rendue, et lorsqu'une bicyclette empruntée n'est pas identifiée comme bicyclette rendue au bout d'un certain délai prédéterminé, on procède immédiatement à l'étape de débit et on débite une caution sur ledit compte.

30 19. Procédé selon l'une quelconque des revendications précédentes, dans lequel, lors de l'étape initiale, on détermine un code confidentiel, et lors de chaque étape ultérieure de location, on n'autorise la location qu'après vérification de ce que le code confidentiel est connu de l'utilisateur demandant la
35 location.

20. Procédé selon l'une quelconque des revendications précédentes, dans lequel on fait choisir le code confidentiel par l'utilisateur lors de l'étape initiale.

5 21. Procédé selon l'une quelconque des revendications précédentes, dans lequel, au cours de l'étape initiale, on mémorise une adresse donnée par l'utilisateur, et on communique avec l'utilisateur par cette adresse si une bicyclette empruntée avec le code
10 d'identification de cet utilisateur n'est pas rendue dans un délai prédéterminé.

22. Système pour mettre en œuvre un procédé selon l'une quelconque des revendications précédentes, ce système comprenant :

15 - des bornes interactives (2) qui communiquent à distance avec au moins un serveur de gestion de location (11) et qui commandent chacune plusieurs postes de verrouillage (9) sur lesquels sont verrouillées les bicyclettes (1),

20 - des moyens (5) pour lire une carte de paiement (6),

- des moyens (2a) pour communiquer avec un serveur monétique (10) pour obtenir une autorisation de prélèvement d'une certaine valeur maximale sur un compte lié à la carte
25 de paiement, cette autorisation étant valable pendant une période limitée, cette autorisation étant identifiée par un identifiant d'autorisation ;

- des moyens pour mémoriser cet identifiant d'autorisation dans le serveur de gestion de location (11),

30 - des moyens pour déterminer, en communiquant avec le serveur de gestion de location (11), si un code d'identification fourni par un utilisateur correspond audit identifiant d'autorisation, pour autoriser ou non une location d'une bicyclette souhaitée en fonction de cette
35 vérification, et pour incrémenter, à chaque location, un

19

compte de location dans le serveur de gestion de location (11), ce compte de location correspondant audit identifiant d'autorisation,

- le serveur de gestion de location (11) étant
- 5 adapté pour communiquer au serveur monétique (10) l'identifiant de l'autorisation et un montant à débiter sur ledit compte lié à la carte de paiement, ledit montant étant fonction des locations effectuées et au plus égal à ladite valeur maximale.

10